

*Questions orales*

[Français]

**Mme Landry:** Monsieur le Président, j'ai expliqué que déjà les sanctions avaient apporté certains résultats et toute la communauté l'admet. Je l'ai mentionné tout à l'heure en citant un article de journal.

Nous continuerons tel que prévu à raffermir les sanctions, à les intensifier, et nous espérons, bien sûr, vu que nous avons déjà une première ouverture, que le gouvernement d'Afrique du Sud relâchera et embarquera dans les négociations avec les mouvements d'opposition.

\* \* \*

[Traduction]

### LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**M. Brian O'Kurley (Elk Island):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. L'Alberta est la seule province au Canada qui n'impose pas de taxe de vente provinciale et la taxe de vente fédérale est actuellement incluse dans le prix de nos produits. Les entreprises aussi bien que les consommateurs de notre province s'inquiètent de cette taxe de vente ajoutée. Lorsque nous aurons la TPS, la taxe fédérale sera-t-elle incluse dans le prix de vente comme c'est le cas maintenant, ou sera-t-elle ajoutée à la caisse?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, comme le député l'a fait remarquer, la TPS est une taxe très visible, contrairement à la taxe sur les ventes des fabricants qui est comprise dans le prix de tout ce qu'on achète aujourd'hui. Nous avons proposé comme exemple que la taxe soit comprise dans le prix d'un produit dans les magasins, mais que la taxe soit ventilée à la caisse de sorte que lorsque le consommateur prend une décision budgétaire, il sache non seulement le prix sur les rayons mais aussi le montant de la taxe quand il paie le prix final à la caisse.

\* \* \*

### L'INDUSTRIE

**M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie. Comme le ministre le sait, la fabrique de textiles Wonder Bra située à Hawkesbury, en Ontario, soit dans ma circonscription, a annoncé hier qu'elle s'appretait à fermer ses portes et à licencier 100 travailleurs d'une localité de 10 000 habitants, ce qui correspondrait proportionnellement à la perte de 10 000 emplois à Montréal ou à Toronto. Ces pertes d'emplois ne figure-

ront probablement pas parmi les réussites que le ministre attribue au libre-échange.

En cette journée pluvieuse d'automne, le gouvernement peut-il nous dire ce qu'il entend faire pour les électeurs de Hawkesbury qui perdront leur emploi dont la plupart sont des femmes? Qu'est-ce qu'il entend faire pour les aider?

**L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie):** Monsieur le Président, pour répondre à la dernière partie de la question, je signalerai que le gouvernement compte sur de très bons programmes de soutien pour aider ces gens. Chaque année, 3 millions de Canadiens changent d'emploi à la suite de mises à pied ou d'autres événements, et les programmes de soutien sont là pour les aider.

Dans le cas précis qui nous intéresse ici, je vous ferai remarquer que l'entreprise Candella a quatre usines au Canada. Elle fermera les portes de sa fabrique de Hawkesbury le 19 février 1990. En tout, 86 employés seront mis à pied, mais 86 nouveaux emplois seront créés à l'usine de Matane. L'entreprise a décidé de concentrer ses activités à Matane. Le nombre total d'emplois qu'offre cette entreprise au Canada reste le même. La compagnie ne fait que concentrer ses activités.

**M. Boudria:** Monsieur le Président, cette politique de transfert n'impressionne absolument pas mes électeurs.

[Français]

Monsieur le Président, le 10 novembre 1987, Investissement Canada permettait à la Wonder Bra d'acquiescer son principal concurrent, la Daisy Fresh Creations. Moins de deux ans plus tard, les usines ferment. Pourquoi le gouvernement a-t-il permis à Investissement Canada d'éliminer la concurrence et de faire perdre des «jobs» à mes électeurs?

[Traduction]

**M. Andre:** Monsieur le Président, Investissement Canada veille aux intérêts de tout le Canada, et non seulement de Hawkesbury. Je le répète, la fermeture de cette fabrique n'entraîne aucune perte d'emplois dans l'ensemble du pays.

Je peux comprendre que le député s'inquiète pour ses électeurs et qu'il exprime, comme il se doit de le faire, leurs préoccupations. Mais le député ne croit tout de même pas que le gouvernement du Canada interviendra pour interdire à cette entreprise de créer 86 nouveaux emplois à Matane et pour lui demander de protéger les emplois des travailleurs de Hawkesbury, simplement parce que leur député le demande. Le député ne peut tout de même pas nous demander de faire cela.